A Melun, le 9 janvier 2024

COMMUNIQUÉ
CSAL DU 09/01/2024

Madame La Présidente,

Ce mardi 9 janvier, vous convoquez un Comité Social d'Administration Local avec à l'ordre du jour 18 nouvelles suppressions d'emplois à la DDFiP 77 pour 2024.

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77 – CGT Finances Publiques 77 s'insurge contre ces nouvelles suppressions d'emplois qui vont détériorer encore un peu plus les conditions de travail déjà mises à mal en faisant peser une pression supplémentaire et une charge de travail toujours plus importante sur les agentes et agents de la DDFiP77. Ces suppressions sont inadmissibles tant elles ne s'appuient sur aucune logique si ce n'est celle comptable.

En poursuivant la destructuration de notre réseau, la DG va également encore dégrader le service rendu aux usagères et usagers, alors que le fiasco GMBI a démontré les failles du tout numérique, et les besoins de proximité et d'accompagnement des contribuables.

GMBI qui aura par ailleurs démontré le manque cruel d'effectifs dans les services avec des agentes et agents véritablement submergés et épuisés par une nouvelle masse de travail à laquelle ils et elles n'ont pas les moyens de faire face.

En parallèle, les efforts de chacun ne sont pas pris en considération par notre DG. L'engagement des personnels doit être reconnu, le régime indemnitaire doit enfin être revalorisé.

Au regard de l'ordre du jour, les élu·es Solidaires Finances Publiques 77 – CGT Finances Publiques 77 ne siégeront pas à ce CSAL.

Pour Solidaires Finances Publiques 77 et la CGT Finances Publiques 77, il est inenvisageable d'être associé d'une quelconque façon à ces politiques destructrices.

Nous vous laissons donc la responsabilité d'expliquer aux agents et chefs de services la subtilité des raisons qui vous ont poussées à choisir de supprimer tel emploi à tel endroit, dégradant davantage la motivation des agents et des chefs de services, ainsi que les conditions de travail dans des services déjà exsangues et en affaiblissant un peu plus des structures déjà fortement en souffrance.

La situation des services, les difficultés quotidiennes d'exercice des missions et la dégradation continue des conditions de travail des personnels appellent au contraire à renforcer durablement les moyens mis à la disposition de la DGFiP.

Les élu·es Solidaires Finances Publiques 77 – CGT Finances Publiques 77 demandent l'abandon immédiat des 18 suppressions d'emplois.

Nous souhaitons que ce communiqué soit indexé au PV de carence.